

Les chrétiens de gauche ou le parti gris

Henri Gunsberg

1966, Editeur Jean-Jacques Pauvert, imprimé en Hollande

“ Un catholique participe à un certain groupe. Il défend une certaine cause. Là où ce groupe est menacé, il ne peut être juge, il ne peut être que partisan, et il n'a pas le droit de croire, ni même laisser croire qu'il est impartial, quand il a substitué au fardeau pour lui trop lourd de la liberté, le repos de l'engagement. Il doit compte à un tribunal qui n'est pas littéraire. Il a quitté une certaine table pour s'approcher d'une autre. Est-ce trop demander qu'il ne prétende pas conserver sa place aux deux et jouer les maîtres Jacques entre la critique et la foi ? ”

E. Berl, Mort de la Morale Bourgeoise.

Autrefois, il y avait les blancs et les rouges, les nobles et les républicains, les conservateurs et les “ partageux ”, le parti noir et les laïques ; depuis quelques années, un public indifférent et mal informé assiste à la naissance d'un mouvement aux contours encore flous, indécis, qui cherche à imposer l'idée que les anciennes options sont dépassées, sont des revendications “passéistes”, comme disent les quarterons PSU entre deux discussions passionnées - sinon passionnantes - sur le sexe des anges et la culture des couches nouvelles; mais surtout, ce parti gris - alliance de la carpe et du lapin, de la soutane européenne et de la tripe républicaine - soutient que la querelle sur la laïcité est périmée - que la notion même de laïcité doit être... révisée, enterrée en d'autres termes.

Un certain nombre d'hommes qui se voulaient à gauche - et s'y trouvaient parfois - envisagent à présent l'alliance avec des hommes qui ne se voulaient pas forcément à droite mais s'y trouvaient presque toujours et sont prêts à renoncer à bien des principes sous prétexte que les mots “ gauche ”, “ droite ” n'ont plus grande signification dans le domaine politique.

Socialistes mous, catholiques éclairés, modérés dynamiques, formeraient la charpente de ce grand mouvement que M. Defferre tenta de mettre sur pied. A force de se vouloir tantôt au-dessus, tantôt en dehors des partis politiques, je crains bien que ces leaders politiques - dont le premier soin est d'ailleurs d'organiser un nouveau parti afin d'avoir la majorité à la Chambre, ne soient finalement au-dessous des partis politiques qu'ils méprisent ou désavouent. Je ne sais quelle fureur s'est emparée de certaines personnes, de De Gaulle à Defferre, qui veulent créer des mouvements à peu près apolitiques, alors que la IV^e République et les partis ont tout bonnement crevé, non d'avoir “ fait trop de politique ”, mais pas assez. La Gauche, trop souvent, a tourné le dos à ses options fondamentales, s'est trop souvent débarrassée de ses doctrines, pesantes dans l'exercice du pouvoir ; bref, la Gauche s'est montrée soucieuse de gestion et non de politique, de conquêtes, et d'information. La Gauche, lorsqu'elle était ou participait au pouvoir, a tenté de dépolitiser le pays ; or, c'était là un suicide à courte échéance car un pays dépolitisé est un fruit mûr pour la droite, ou plus souvent pour l'extrême-droite. Une population dépolitisée cherche un homme fort à mettre à sa tête pour ne plus avoir à s'occuper de ses affaires politiques qui ne lui semblent plus que mascarades, jeux de cirque et charlatanisme.

L'idée de créer un parti, ou mouvement, ou groupement, ou une Fédération, réunissant le Centre cléricale et la Gauche laïque est-elle une idée neuve ? Est-elle réalisable ? Et quels résultats donnerait cette union ?

Créer cette Fédération, remarquons-le au passage, serait affirmer que les problèmes ne sont plus politiques, mais purement techniques, puisque se fondraient en un seul groupement des partis aux options théoriquement opposées, ou tout au moins très divergentes. Le succès d'une telle Fédération implique donc une certaine dépolitisation du pays.

En fait, les démocrates chrétiens, prétextant une évolution étonnante de leur Église, cherchent depuis longtemps à se lier étroitement à la Gauche non communiste qui entrave leur action et qui risque, en s'alliant avec les communistes, de gouverner contre eux. Après la guerre, réformistes prolixes, ils tentèrent de la tourner à gauche ; incapables d'y parvenir, ils essaient à présent de l'attirer vers le centre.

Peu après la Libération, adolescent enthousiaste et membre des Jeunesses Socialistes, j'entendis un soir deux militants du MRP développer leurs idées, des idées courtes et simples. Le MRP, en ce temps-là, voulait siéger à la Chambre à la gauche de la SFIO, et souhaitait l'alliance avec toute la Gauche non-communiste. Et là, il me faut faire encore un retour en arrière. La Résistance avait donné aux communistes l'auréole des martyrs, le prestige des héros. Le PC parlait de lui-même à la troisième personne, s'appelant le " Parti des cent mille fusillés ". Les autres partis, dont bien des cadres avaient trahi avec plus ou moins d'allégresse, soit en collaborant, soit en venant très tard ou pas du tout à la Résistance, se sentaient tenus à quelque modestie ; tous, sauf le MRP qui estimait que la Résistance avait connu au moins autant de martyrs chrétiens que de martyrs marxistes ; et en effet, si l'on devait compter à la façon des démocrates-chrétiens le nombre de leurs tombés sous les coups ennemis, on ne pourrait que leur donner raison ; tout baptisé, tout pratiquant, tout croyant étant aussitôt admis au sein de la grande famille chrétienne ; ce qui permettait de passer certains cadavres deux fois en compte : une fois au profit du PC, et une fois au profit des chrétiens.

C'est que - pendant l'occupation - l'Église avait soutenu Pétain et ses acolytes avec tant d'ardeur, avait été si étrangement silencieuse sur les crimes fascistes (après avoir pris une part active à la guerre d'Espagne, du côté de l'Ordre, cela va de soi) que les chrétiens entourant de Gaulle s'agitaient beaucoup pour faire oublier, par leurs cris et leur nombre le silence, ou l'activité néfaste, de l'immense majorité du clergé et des croyants durant les années sombres.

Depuis, les chrétiens se sont beaucoup dépensés pour faire admettre l'idée que le monde catholique et l'Église ont beaucoup évolué, que le " problème " de la laïcité est un faux problème, et qu'une alliance entre laïques et cléricaux est indispensable pour gouverner la France. Le succès de leur propagande a dépassé toutes leurs espérances.

Et pourtant, que sont devenus ces hommes jeunes, ces chrétiens militants qui - à la Libération - parlaient de justice, de progrès, de front commun avec la gauche ? Vous les connaissez ; ils ont pour noms Maurice Schumann, Georges Bidault, P. H. Teitgen...

Quels sont les électeurs de ces catholiques militants qui parlent d'unir leur destinée, ou plutôt celle de leur parti, avec la SFIO ?

Prenons la carte de l'imbécillité en France, la carte des régions qui contiennent le plus grand nombre de crétins, de demi-analphabètes, d'esprits obtus, mal débroussaillés, d'alcooliques ; de manoeuvres et de bonnes à tout faire ; chose admirable, cette carte recouvre à merveille la carte de l'Église et celle des électeurs de M. Lecanuet ; les régions où l'Église est forte, les fidèles nombreux, les sacrements fréquentés sont précisément celles-là. Admirable Église, que tant de bons esprits défendent d'être obscurantiste, même un tantinet. Ah ! Ces bons Pères Blancs qui répandent l'instruction dans les paillotes africaines les plus reculées !

Mieux encore, prenons la carte des dictatures dans le monde non-communiste ; partout où se trouve une population extrêmement misérable dominée par une poignée de gros propriétaires, vous pouvez faire confiance à l'Église ; là, elle accorde partout son appui total, inconditionnel à ces derniers. Il lui arrive parfois de lâcher un dictateur - amoureux chéri pendant des années pourtant - lorsque le vent tourne, que la chute du régime semble inévitable ; on soutient alors quelque bon bourgeois très conservateur qui saura remplacer l'ordre militaire par l'ordre policier, par l'ordre moral. Qu'on me cite un pays, un seul, où la Démocratie Chrétienne au pouvoir a su à la fois réaliser des réformes importantes, suivre une politique progressiste, démocratique, et instaurer un régime de liberté politique et religieuse. Cherchez bien ; il n'y en a pas. Au mieux, vous avez Fanfani ; au pire, vous découvrez un Battista. (On fait grand cas, à présent, de M. Frei - le Chef du gouvernement Chilien. L'ennui est que jusqu'à présent M. Frei s'est borné à faire des déclarations. Alors qu'un homme de gauche est jugé - parfois sévèrement - sur ses actes, avec un chrétien, les intentions suffisent.)

Il est vrai que la moindre réforme, la plus insignifiante nouveauté, lorsqu'elle a pour auteur un militant chrétien, est montée en épingle par une presse hypocrite, par des journalistes partiaux ;

à un point tel que lorsque ce genre d'événement n'existe pas, on l'invente, sans hésiter, et on lui accorde bien plus de place qu'à des réalités cruelles pour ceux qui veulent convaincre que l'Église s'est faite libérale. De La Pira, on retient des réformes qui n'ont jamais existé, mais on oublie certaines attitudes scandaleuses, logiques d'ailleurs si l'on admet le totalitarisme de l'Église catholique. Rappelons que La Pira passe, en France comme en Italie, pour un Chrétien-de-Gauche - un catholique progressiste très dynamique - et que nos militants chrétiens en ont longtemps parlé comme d'un modèle à imiter, comme d'une sorte de chevalier croisé des temps modernes.

Bien sûr, lorsque l'Église dévoile son totalitarisme, montre son goût pour le fascisme, cela ne va pas sans remous ; il se trouve toujours quelques militants chrétiens pour pousser des cris de colère : “ Nous ne voulions pas cela ! ”, et quelque écrivain catholique, illustre et honnête, pour écrire un livre d'une dignité exemplaire. Celui-là, c'est le Chrétien-alibi, celui qui aura prouvé - lorsque l'Église connaîtra des temps plus difficiles - que tous les chrétiens n'ont pas trahi les principes de justice, de liberté et d'humanité les plus élémentaires. C'est Bernanos pendant la guerre d'Espagne. Mais les cris de Bernanos n'ont jamais empêché les massacres commis par les partisans très catholiques du Général Franco. Peu m'importe que la masse cléricale compte une ou deux belles âmes en son sein, c'est la masse qui m'intéresse et les mots d'ordre auxquels elle obéit, les buts qu'on lui a fixés et qu'elle accepte. Les fusillés espagnols de 36 ne savent pas si *Les Grands Cimetières sous la lune* est un beau livre, ils n'étaient plus que pourriture avant que le livre ne fût terminé.

Certains militants chrétiens vous diront que l'Église espagnole n'est quand même plus ce qu'elle était pendant la guerre d'Espagne, même si - de temps en temps - on vous condamne à la prison quelque protestant qui refuse de s'agenouiller devant l'image de la Vierge, ou d'assister à la messe lorsqu'il est soldat ; la guerre d'Espagne, vous dira-t-on, c'est du passé. Peut-être même ajouteront-ils que les prêtres basques - en cette occasion - sauvèrent l'honneur du clergé, en omettant de préciser que si les prêtres basques se battirent aux côtés des républicains, ce n'est pas parce qu'ils étaient prêtres, au contraire, mais parce qu'ils étaient Basques. On vous rappellera que les mouvements revendicatifs ouvriers et étudiants, en Espagne, sont actuellement soutenus par l'Église, seule force de progrès social. C'est-à-dire que l'Église, ayant aidé Franco à liquider toutes les organisations ouvrières, a soin, à présent, de prendre la tête de tout mouvement de masse ; car pour qu'une masse NON ENCADRÉE manifeste son mécontentement, il faut que ce mécontentement soit arrivé à un point terriblement chaud. L'Église, soucieuse de ne pas se couper des masses qui lui sont fidèles, canaliser ce mécontentement, encadrera ces masses ; mais elle ne remettra JAMAIS EN QUESTION L'ORGANISATION MÊME DE CETTE SOCIÉTÉ ; elle appuiera des mouvements revendicatifs limités et corporatistes qui serviront de soupapes de sûreté, et passera pour progressiste tout en travaillant pour les conservateurs. Aux époques où l'Église craint de voir lâché par tout le monde Franco - ce dictateur périmé - elle agite prudemment celui de ses deux pieds posé dans le camp “ conservateurs-libéraux - étudiants-chrétiens ”.

Mais en France - vous dira-t-on enfin - c'est bien différent ; à moins d'être d'une mauvaise foi évidente, on ne peut contester le fait que l'Église catholique est infiniment plus libérale, plus généreuse.

Eh bien, si en France l'Église catholique est en effet plus généreuse, plus libérale, c'est qu'elle est éloignée du pouvoir bien plus qu'en Espagne, c'est qu'elle en est à la phase de la conquête, ou de la reconquête, alors qu'elle n'a plus grand-chose à conquérir en Espagne. L'Église est d'autant plus ouverte au monde moderne, se veut d'autant plus dynamique, conciliante, libérale enfin, que l'Etat la remet à sa place et se veut laïque. A la limite, une Église persécutée compte toujours de nombreux martyrs généreux et humains ; et une Église au pouvoir multiplie les bûchers. Ceci est vrai non seulement à l'échelon des nations, mais à celui des provinces : là où les laïques, les “ sans-dieu ”, les anticléricaux sont nombreux, vous trouverez de nombreux

prêtres souriants, genre “ chic copain ”, curé-mais-brave type ; faites alors un tour là où l'Église est forte, vous découvrirez de beaux spécimens de curés de choc, réactionnaires, sectaires, féroces.

A cet égard, les élections du 5 et du 19 décembre 1965 sont révélatrices ; quel est donc cet électorat que M. Lecanuet apportait dans sa corbeille de noces, au nom de la démocratie chrétienne ? Tout simplement, le plus réactionnaire de France. Alors que toute la clientèle de M. Mitterrand harcelait son candidat de questions, lui intimait l'ordre de préciser son programme, de prendre des engagements pour l'avenir, d'annoncer à l'avance avec quelle majorité il gouvernerait s'il était élu Président, etc..., la clientèle de M. Lecanuet ne demandait rien, à son poulain ; elle pouvait voter pour lui les yeux fermés : M. Lecanuet n'était-il pas un militant démocrate-chrétien ? par conséquent, un conservateur ; et la bourgeoisie conservatrice pouvait dormir sur ses deux oreilles, M. Lecanuet ne changerait rien à la société actuelle. Ne se présentait-il pas, non contre de Gaulle mais A LA PLACE DE de Gaulle ? La formule était excellente ; une partie de la bourgeoisie régnante désirait remplacer son César vieillissant par un jeune “ européen ” inconditionnel et clérical. Car, à dire vrai, M. Lecanuet avait bien un programme, succinct certes : construire l'Europe. C'était un peu court, d'autant plus que M. Mitterrand, lui aussi, est un partisan de l'union européenne ; mais on sentait que M. Lecanuet était un “ inconditionnel ” de l'Europe, un partisan de l'Europe à tout prix. Je ne voudrais pas faire à M. Lecanuet un procès d'intention, mais enfin, M. Mitterrand était, est toujours, par exemple, favorable à l'alliance avec les Etats-Unis ; cela ne l'empêche nullement de condamner la sale guerre au Viet-Nam, et de vouloir que la France dispose d'une certaine liberté de manoeuvre au sein de cette alliance. M. Lecanuet est bien différent de M. Mitterrand à cet égard ; on le sait un “ inconditionnel ” du pacte Atlantique : n'est-il pas - avec M. Tixier-Vignancour - le seul candidat sérieux à la Présidence de la République à avoir approuvé cette sale guerre du Viet-Nam ? M. Lecanuet ne veut faire nulle peine à ses amis américains, ni à ses amis européens. La vérité, c'est que M. Lecanuet est trop bon ; on le sent fidèle, inconditionnel en quelque sorte, à beaucoup de choses, et d'abord aux grandes options de la bourgeoisie française qui, face aux menaces d'un nouveau front populaire, du “ rouleau compresseur ” soviétique, de tout ce qui pourrait gêner son bonheur et son confort, ne voit de refuge que dans une sorte de Saint-Empire Romain, reconstitué sous le parapluie américain bien entendu. Disons-le tout net, ce rôle, joué par Pétain et De Gaulle, tour à tour, au bénéfice de la bourgeoisie française - c'est-à-dire être une protection contre toute tentative de réformes profondes ou de révolution, ce sont - demain - la communauté européenne et l'Alliance Atlantique qui le joueront. Lorsque M. Lecanuet parle de l'Europe, je ne puis m'empêcher de songer à ce député de l'Assemblée Nationale Française qui - alors que le Chef du Gouvernement Français, M. Mendès-France, entamait des pourparlers difficiles avec les gouvernements étrangers pour assurer le plus grand nombre d'avantages possible à la France - envoyait au Chef d'un Gouvernement étranger une lettre lui conseillant avec force de ne pas céder d'un pouce face au représentant de la France. Celui-là aussi était un “ européen ”, un inconditionnel “ européen ” ; est-il utile de préciser que lui aussi était démocrate-chrétien. L'Église, l'union de l'Europe, la protection américaine, voilà les trois boucliers à l'abri desquels la bourgeoisie française compte bien continuer à profiter de ses privilèges, et d'une expansion accrue. Quoi d'étonnant, après cela, qu'une partie de la clientèle gaulliste - inquiète des initiatives d'un Président maurrassien et vieillissant, nationaliste et moins populaire qu'autrefois - ait reporté ses voix sur M. Lecanuet ? Partagée au premier tour, inégalement d'ailleurs, la bourgeoisie a tout de même réussi à faire élire de Gaulle au second, malgré les consignes données par M. Lecanuet. En passant, admirons le courage politique de ce leader, qui voulait prendre en mains la destinée de la France, et se montre incapable d'offrir un choix clair à ses électeurs au 2e tour, et n'est d'ailleurs pas même suivi par ceux-ci.

Et là, il me faut ouvrir une parenthèse ; je sais que parmi les électeurs de M. Lecanuet se trouvent un certain nombre d'Européens sincères, véritables, qui veulent construire l'Europe simplement parce qu'ils pensent que la paix et la prospérité dépendent de cette construction. Certains de ces hommes ont même voté pour M. Mitterrand au second tour, non par haine du Général-Président, mais pour refuser une politique nationaliste étroite. J'ignore si la construction d'une Europe unie est une bonne chose, je suppose que cela dépendra des hommes qui s'en occuperont, et que - de toute façon - c'est une chose inéluctable. Je sais également que, parmi les électeurs de M. Lecanuet et ceux de M. de Gaulle, se trouvent de nombreuses personnes aux revenus modestes, ouvriers, paysans, employés, fonctionnaires, petits commerçants, etc., qui s'indigneront en lisant ma prose : "Eh quoi! Nous ne sommes pas cette bourgeoisie réactionnaire qui veut troquer la protection du sabre et du goupillon contre celle de la bannière étoilée et des cartels européens." Et là, il faut - une fois pour toutes - en finir avec cet argument que vous jettent à la tête les gaullistes, et que demain les élus du Parti Gris reprendront: "La preuve que nous ne sommes pas la droite, c'est que beaucoup d'ouvriers votent pour nous. Cela démontre, entre autres choses, que la droite et la gauche, ça n'existe plus, ça n'a plus de sens ; ce sont des mots usés, vieillis, périmés ; ce vocabulaire-là sent son " régime des partis ". " Que répondre ?

D'abord, un parti se classe à droite ou à gauche non pas seulement selon les classes sociales qui le soutiennent, mais aussi selon les buts immédiats et lointains, et aussi les moyens qu'il utilise. S'il fallait tenir compte uniquement du revenu des électeurs, sans doute faudrait-il classer le PSU à la droite du MRP, et admettre définitivement que le parti national-socialiste de feu Hitler a été un des grands mouvements ouvriers du siècle ; et les chouans misérables qui luttèrent contre la bourgeoisie républicaine de Paris se trouveraient baptisés révolutionnaires.

Ensuite, il est évident que si tous les salariés, tous les gens à revenus modestes votaient pour les candidats de la Gauche, depuis que la République parlementaire existe, nous aurions toujours eu des gouvernements progressistes au pouvoir ; c'est évidemment parce que la droite recueille, grâce à son unité parfois, à ses puissants moyens toujours, un certain nombre de voix venant des classes sociales défavorisées, qu'il est si difficile à la gauche de conquérir le pouvoir. Notons également que - au cours de ces dernières élections - le candidat de la gauche, François Mitterrand, obtient ses meilleurs résultats auprès des ouvriers (sondage de l'IFOP. *Nouvel Observateur* du 8 décembre 1965) et, resté seul face à de Gaulle, emporte même la majorité de ceux qui se prononcent (sondage de l'IFOP. *Nouvel Observateur* du 22 décembre). Par contre, de Gaulle obtient son meilleur pourcentage parmi les... inactifs, les retraités, puis les industriels et les commerçants ; quant à M. Lecanuet, il trouve sa clientèle la plus nombreuse parmi les cadres supérieurs, les professions libérales, puis les industriels et les commerçants (comme M. Tixier-Vignancour d'ailleurs).

Dis-moi pour qui vote la bourgeoisie, je te dirai qui est à droite. Voilà un critère plus sûr. Pour terminer, ajoutons qu'un sondage effectué par *La Vie française* auprès des dirigeants des cent principales firmes françaises donna, avant le premier tour : de Gaulle 48,4% ; Lecanuet 45,2% ; Mitterrand 3,2%.

Comme on le voit, la Gauche et la Droite, ça n'existe plus.

Les chrétiens de gauche sont comme les kangourous australiens, on les croit tous de même espèce et on en découvre trente-six variétés.

Qu'est-ce qu'un chrétien de gauche ? C'est d'abord presque toujours un catholique de gauche, qui utilise le mot " chrétien " pour dissimuler que lui et les siens n'appartiennent finalement qu'à une seule église. Leurs lectures ? *L'Express*, *le Nouvel Observateur*, *Témoignage Chrétien*. A quelles classes appartiennent-ils ? A toutes. Où militent-ils ? A la CFDT, au MRP, au PSU,

et dans une foule de groupements catholiques très actifs. Enfin, pour qui votent-ils, et que veulent-ils ? Et là, nous abordons un problème grave.

Les catholiques de gauche sont peu nombreux, mais ils sont actifs et persévérants ; ils tiennent en mains une bonne partie des leviers de commande au sein de cette nouvelle gauche (clubs, PSU, hebdomadaires d'opinion, syndicats, etc ...) qui se situe en dehors du PC et de la SFIO. Ils encadrent une masse de paysans et d'ouvriers qui, dans leur grande majorité, votent régulièrement à droite, mais ont tout de même apporté près d'un million de voix au Front Républicain en 1956 (*L'Express du 5 juillet 1965*). C'est ce million de voix, promis langoureusement à celui qui saura s'attacher leur sympathie, qui fait leur force, plus, bien sûr, les voix de cette masse de prolétaires et de petits bourgeois catholiques qui votent pour la droite, ou pour ce qu'on appelle le Centre, mais seraient susceptibles de basculer à gauche pour peu que les sirènes soient de même race, c'est-à-dire catholiques.

Eh bien, c'est là une duperie. Remarquons d'abord que c'est parmi ces hommes désireux de s'appuyer sur les masses chrétiennes que nous comptons le plus grand nombre de gens qui ont lentement trahi la gauche, qui ont lentement - et parfois rapidement - évolué vers la droite, et je ne connais pas d'exemple plus frappant que celui de J. J. Servan-Schreiber et de *l'Express*. Voilà un journal qui, après avoir participé très activement au combat de la gauche pendant quelques années, se trouve au Centre, et même plutôt au Centre droit. De concessions en concessions, Servan-Schreiber pour s'attirer la sympathie des électeurs chrétiens - en est arrivé à partager leur anticommunisme, leur cléricisme, leur atlantisme, et leur conservatisme.

Je donnerai un seul exemple; il suffit.

Désireux de se faire élire député, J.J.S.S. racontait dans un bloc-notes pitoyable, au cours de sa campagne électorale, que les électeurs s'intéressaient, non pas aux grandes questions politiques, aux grands problèmes de l'heure : Université, politique étrangère, bombe atomique, répartition des revenus, etc....., mais à des questions concrètes, immédiates, locales. Et le bon Jean-Jacques de jeter allègrement par-dessus bord tout l'arsenal encombrant de la politique : la laïcité et l'école ? Laissez-moi rire ; parlez-moi plutôt des adductions d'eau dans ce coin-là. Ce que le directeur de *l'Express* faisait là, c'était exactement le contraire de ce que doit faire la Gauche. Ce poujadisme paternaliste et hypocrite, ce désir manifesté de gérer des biens sans cultiver politiquement les électeurs, sans chercher à leur apprendre ce que sont les grandes options de la Gauche, et que la société forme un tout, et que toute réforme nationale a ses résonances dans chaque ville, dans chaque village, et que l'homme doit toujours lutter pour davantage de justice et de progrès ; oui, ce poujadisme-là, c'était exactement, c'est exactement la politique pratiquée par la droite et ce prétendu Centre.

En somme, être à gauche, pour J.J.S.S., c'était suivre l'électeur, flatter ses goûts, ses désirs.

Voilà ce qu'est devenu l'homme qui écrivait, quelques années plus tôt, qu'un bon hebdomadaire devait choquer une partie de ses lecteurs chaque semaine.

L'horizon 80, c'est ce crépuscule-là.

Si J.J.S.S. compte sur les chrétiens de gauche - grands lecteurs de *l'Express* - pour une clientèle électorale qui, unie à la Gauche, donnerait selon lui la majorité à ses amis defferristes, Georges Suffert, lui, est un chrétien de gauche.

Après le vote des lois anti-laïques, G. Suffert, comme beaucoup de chrétiens de gauche, prit une position ferme. Tous ces hommes craignaient à l'époque de se retrouver complètement isolés : rejetés à la fois par la gauche laïque et par le monde chrétien obstinément à droite. Aussi, courageusement, Suffert écrivit-il dans *France Observateur* du 24 décembre 1959 : “ ... On ne peut qu'être hostile à une telle évolution ; et comme chrétien, et comme citoyen. Comme chrétien d'abord : qu'est-ce qui serait en jeu pour l'Église ? Ne nous faisons pas d'illusions : tout l'effort de rénovation qu'elle a tenté depuis 15 ans. Les inquiétudes qu'avait soulevées l'affaire des prêtres ouvriers restaient finalement internes à l'Église. Cette fois l'immense monde laïque constaterait que c'est LUI qu'on agresse. Il se retournerait en bloc contre tout ce qui, de près ou

de loin, touche au catholicisme... Comme citoyen, les raisons de s'opposer au projet actuel sont les mêmes que celles présentées par nos camarades incroyants : ce dont a besoin l'école française, c'est une régénération globale, une adaptation au monde actuel, un développement massif susceptible d'en faire l'outil de base de la démocratie française. La notion de service public reste fondamentale et tout ce qui peut porter atteinte à celui-ci doit être combattu... En tout cas, personne ne saurait s'étonner que de nombreux catholiques se souvenant du passé, et fidèles au devoir de prudence, refusent de s'engager dans ce qu'il faut bien appeler une aventure, et prennent parti côte à côte avec leurs camarades pour le respect intégral des lois de séparation, c'est-à-dire actuellement la défense de l'École Publique et le retour au principe-clé de l'État républicain en matière scolaire, "école publique-fonds publics, école privée-fonds privés". "

C'est net, c'est clair bravo pour cette lucidité !

Quelques années s'écoulèrent; le " bloc de l'immense monde laïque " montra quelques fissures et quelques faiblesses ; les catholiques prenant " parti côte à côte avec leurs camarades " laïques ne furent pas nombreux, nombreux ; on oublia les grandes manifestations du CNAL ; les défenseurs de la laïcité manquèrent de vigueur ; la gauche avait d'autres chats à fouetter ; la presse, prudente, ou le plus souvent à droite, cléricale, parlait d'autre chose. On crut la querelle laïque oubliée, enterrée ; on rangea les principes laïques au magasin des vieilles lunes, chez les catholiques militants tout au moins.

Là-dessus, la question laïque fait échouer l'entreprise de Defferre.

Alors, divine surprise, le même Suffert reprend sa plume, courageusement, et écrit dans *l'Express* du 5 juillet 1965 : "Le 18 juin, dix-sept hommes étaient parvenus à se mettre d'accord sur des problèmes tels que la politique économique, les structures de la planification, l'information, l'Europe, la municipalisation des terrains à bâtir, la création par l'Etat de banques d'affaires. Personne n'avait jamais été aussi loin dans les détails d'un projet gouvernemental. Presque tous les points litigieux avaient été réglés. " Il ne reste plus que la laïcité ", dit le secrétaire de séance. Et ce fut terminé, MM. René Billères, radical., et Albert Gazier, socialiste, exigeant qu'elle ne soit pas " mise entre parenthèses " ; MM. Jean Lecanuet et André Colin, MRP, affirmant que même s'ils acceptaient un armistice sur la question scolaire, ils ne seraient pas suivis. " Suit l'histoire de la bataille et de la victoire laïque, vue par Suffert, de 1789 à 1949, puis de la bataille et de la victoire des cléricaux de 1949 à nos jours : " ... Voilà toute l'ambiguïté. La laïcité, au moment où elle fonde la République et lui donne sa force, n'est pas une tolérance, c'est un combat pour le règne de la Raison et l'avènement des Lumières que le XVIIIe siècle avait annoncées... Aux alentours de 1949, le problème commence à se poser en des termes nouveaux. La République est laïque, personne ne le conteste plus, mais les écoles catholiques ne peuvent plus réussir à vivre sans être financées... Rien n'est plus long à éteindre qu'une guerre de religion. Les hommes tiennent plus à leurs idées qu'à tout autre bien. C'est leur cohérence mentale qui est en jeu. Pourtant, demain, de Gaulle disparaîtra. La France se trouvera confrontée à des problèmes gigantesques que le vieil homme prestigieux a couverts d'un manteau de mots, puisés simultanément dans la tradition de la monarchie et celle de la république. Il faudra faire vivre ce pays, lui donner sa place dans l'ensemble européen, lui faire déplacer la hauteur des clochers pour l'amener au niveau des centrales nucléaires. Tout cela ne sera possible qu'en liquidant les séquelles du conflit qui, au début du siècle, a coupé en deux la nation." En tête de cet article, une citation de Defferre : " Les hommes de progrès partagent les mêmes idées sur les principaux problèmes, mais pas sur la laïcité. Donc, si le problème de la laïcité est soulevé, c'est pour empêcher une majorité de progrès de se constituer. "

Quel chemin Suffert a parcouru depuis ce jour de décembre 1959 !

Son hostilité à l'égard des lois antilaïques, son désir de combattre " pour le respect intégral des lois de séparation ", ses mâles accents, qui accompagnaient le cri de guerre des militants laïques, que sont-ils devenus ? Il n'en reste plus rien.

Suffert laisse à présent entendre que “ le principe-clé de l'État républicain en matière scolaire ” n'est plus qu'un vieux rossignol désuet datant d'un siècle ou deux ; que ces querelles-là sont des querelles de clocher, étriquées, dépassées. Le conflit doit être réglé, on ne nous dit pas comment, mais nous pouvons l'imaginer en apprenant que l'Église - accusée six ans plus tôt d'avoir agressé le monde laïque, l'immense monde laïque, qui a beaucoup rétréci depuis - ne pouvait plus faire vivre ses écoles ; c'est pourquoi, TOUT EN ACCEPTANT LA LAÏCITÉ de LA RÉPUBLIQUE, elle les a fait subventionner. Cette dernière phrase est admirable; depuis “Tartuffe ”, je n'ai rien lu de plus beau. Sans compter que voilà nos agresseurs transformés en humbles mendigots.

Déjà, nombre de catholiques de gauche s'étonnent que le principe des subventions allouées aux écoles confessionnelles ne soit pas considéré par leurs compagnons de route comme une institution, un droit inaliénable, au même titre que la Sécurité Sociale et les Congés payés. C'est que depuis la tentative de Defferre et l'évolution de *l'Express*, Suffert et ses amis ne craignent plus l'isolement.

Ces chrétiens de gauche, le *Nouvel Observateur* nous le dit, et ce journal est orfèvre en la matière, montraient beaucoup de répugnance à soutenir Mitterrand ; et pourquoi donc ? Voilà des gens qui, dans leur majorité, étaient prêts à suivre Defferre lorsque celui-ci tentait d'organiser sa Fédération ; leur présente-t-on le brillant second de Defferre, soutenu par la Gauche toute entière, ils font la fine bouche. “On les trouve désemparés. De Gaulle n'est pas leur homme, mais Mitterrand non plus... Il se peut que Lecanuet, qui vient de la démocratie chrétienne, soit dans ces conditions le candidat du désespoir ” (*Nouvel Observateur* du 17 novembre 1965).

Voilà une attitude bien curieuse. Que reproche-t-on à Mitterrand ? D'avoir été plusieurs fois ministre ? Mais Defferre l'a été également. D'être soutenu par Guy Mollet ? Mais si Guy Mollet est Secrétaire Général de la SFIO, Mitterrand n'y peut tout de même rien ; faut-il ajouter que, à l'époque où tant de socialistes essayaient de déboulonner leur inamovible Secrétaire Général, Defferre n'a jamais mis tout son poids dans la balance ? Et avouez qu'il fallait une - disons souplesse bien grande pour cohabiter, sans trop d'histoires, avec M. Guy Mollet lorsqu'on se voulait le leader de l'aile gauche. Enfin, M. Mitterrand, lui, est un opposant de la première heure au gaullisme.

Le *Nouvel Observateur* cherche à expliquer, presque à excuser, l'attitude de ces chrétiens; leurs raisons sont pourtant parfaitement claires : pourquoi des hommes qui se disent et se veulent à gauche, songent-ils à voter pour un candidat réactionnaire qui dispute à Tixier-Vignancour les voix des derniers septuagénaires pétainistes, et à de Gaulle celles de la bourgeoisie conservatrice ?

C'est que M. Mitterrand est foncièrement laïque ; il était opposé à l'entrée des démocrates-chrétiens dans la Fédération Defferre, et son jacobinisme vigilant s'inquiétait des concessions - voire des trahisons - auxquelles le leader socialiste allait souscrire avec indifférence. Quant à M. Lecanuet, c'est un militant chrétien, et nos chrétiens de gauche se veulent d'abord chrétiens et ensuite à gauche. Ils jetteront allègrement par-dessus bord toutes les réformes proposées, tous les principes de justice pour peu que la question laïque se trouve posée. Qu'on me comprenne bien ; certains de ces hommes sont capables de voter parfois en faveur d'un homme de gauche laïque, mais dès que le problème se trouve posé sur le plan national (élection du Président, création d'une Fédération, etc ...) le réflexe clérical joue.

A peu près tous les chrétiens de gauche vous diront que si l'opération Defferre a échoué, c'est parce que Guy Mollet a mis sur le tapis la question laïque, et même s'ils désapprouvent l'attitude ambiguë de Lecanuet, cela ne les empêchera pas de reprocher au fond à la gauche d'être encore attachée à la laïcité, à cette “ querelle dépassée ” (on ne m'a jamais dit par quoi, ni pourquoi). Et puis, “ chrétien de gauche ”, ça veut dire quoi ? sinon que l'on fait d'abord et avant tout partie de la grande famille “ chrétienne, qu'elle soit à droite ou à gauche ” ; que l'on

se veut un agent de la propagande catholique, en toutes circonstances, et dans tous les milieux. Comment pourrait-on être laïque alors que, au sein même de la gauche, on tient à conserver cette étiquette de chrétien, à se distinguer des autres en mettant en avant sa religion, et parfois même à s'en retrancher à cause de cette religion ? Comment ne seraient-ils pas des agents de l'impérialisme clérical ceux qui se préoccupent de religion, et par conséquent de l'avenir de cette religion et de l'attitude de leur église, avant de prendre parti sur les questions politiques ? Qu'on me comprenne bien ; Suffert était probablement sincère, et bien d'autres avec lui, lorsqu'il écrivait son premier article ; mais comment lui, chrétien militant, pourrait-il ne pas être sensible à des avantages acquis par l'Église voilà bien des années maintenant, à des positions que l'Église, son Église, veut simplement conserver à présent ? A lui qui se veut chrétien et - ou "mais" ? - à gauche, peut-on demander d'aider à détruire tout cela ?

Bien des hommes, à gauche, sont également chrétiens, sans tapage : ils sont à gauche, et par ailleurs ils sont chrétiens, et c'est là leur affaire. Ils sont laïques également.

Ces hommes-là sont mes alliés, mes compagnons. Pas les autres.

Le vrai problème n'est d'ailleurs jamais posé crûment, cyniquement.

Posons-le.

Il manque à la Gauche quelques millions de voix, (si j'en crois le premier tour des élections présidentielles quatre millions. Moins, en fait, si l'on songe que la Gauche a engagé le combat tardivement, et affrontait un candidat prestigieux qui mord sur sa clientèle habituelle ; c'est même la dernière grande qualité de cet homme aux yeux de la bourgeoisie) pour obtenir la majorité aux élections présidentielles ou législatives. Ces voix-là, on peut les trouver parmi ces travailleurs chrétiens qui, pour l'instant, les donnent à la droite classique ou à des démocrates chrétiens.

La Gauche non-communiste peut choisir entre deux manières de conquérir ces voix :

Ou bien elle s'allie aux démocrates-chrétiens, forme avec eux un mouvement qui peut espérer additionner les voix des électeurs chrétiens et celles des électeurs non-communistes à gauche, et ainsi obtenir (surtout avec le scrutin d'arrondissement) sinon la majorité absolue, du moins une masse impressionnante d'élus, et la Présidence de la République. C'est la tentative Defferre : la conquête par l'intérieur.

Ou bien, elle rassemble en une seule force tous les partis ou groupements à gauche, s'entend avec le PC sur un programme détaillé et exige de sa part des engagements précis, tente de récupérer son ancienne clientèle qui vote encore pour de Gaulle, et enfin - par la propagande, l'éducation politique, l'attrait que représente une alternative vraiment à gauche - attire vers elle les indécis et les TRAVAILLEURS CHRÉTIENS NON PLUS EN TANT QUE CHRÉTIENS, MAIS EN TANT QUE TRAVAILLEURS, PARTISANS DE RÉFORMES PROFONDES. C'est la tentative Mitterrand : la conquête par l'extérieur.

La Gauche est à la croisée des chemins ; il lui faut choisir sa voie, et vite.

Arrêtons-nous un instant. J'ai dit que ceux qui se baptisent "chrétiens de gauche" ne sont ni mes alliés, ni mes compagnons ; et je crois que bien des laïques, à gauche, sursauteront en lisant cela : un certain nombre de ces chrétiens, pendant la guerre d'Algérie, ont eu un comportement admirable, ont su rester fidèles à leurs idéaux, fermes dans leur opposition à la sale guerre, alors que tant de réformistes, de socialistes, de progressistes fermaient les yeux, ou haussaient les épaules, quand ils n'encourageaient pas tout simplement la torture et le racisme.

D'abord, pourquoi toujours comparer les militants chrétiens qui luttèrent aux côtés de la Gauche aux lamentables hérauts du "dernier quart d'heure" ?

A Gauche aussi les militants laïques, sincères et décidés étaient nombreux, même s'ils étaient parfois maladroits, et souvent mal encadrés.

Et les élus démocrates-chrétiens, quel fut leur rôle ? On oublie trop vite que le Gouvernement Mendès-France tomba en 1955 à propos de réformes en Algérie, jugées trop libérales... par le

MRP, qui ne pardonnait pas au Président du Conseil de n'avoir pas été un “ inconditionnel ” de la CED).

Et à présent, les chrétiens dits de gauche poussent la gauche non-communiste tout entière à s'allier à ces députés et cadres politiques MRP qui, pendant toutes les guerres coloniales, guerre d'Algérie comprise, se sont signalés par leur incompétence et leur lâcheté, davantage encore que certains pantins socialistes.

Demain, pour lutter contre quelque tentative fasciste, peut-être retrouverons-nous certains militants chrétiens à nos côtés. Mais les hommes de gauche ne doivent se sentir prisonniers de nulle gratitude pour l'attitude de ces militants chrétiens pendant la guerre d'Algérie. Les remercier d'avoir été quelques-uns à se dépenser, sans compter, contre la sale guerre en leur sacrifiant la laïcité de la République, donc finalement la République ? Mais le gaullisme, c'est précisément cela et je n'en suis pas.

La Gauche doit conquérir des voix, mais les militants chrétiens cherchent à conquérir la Gauche.

Un exemple de cette pénétration de la démocratie chrétienne dans tous les milieux est celui de la CFDT, ex-CFTC.

Environ 90% des syndiqués du corps enseignant militent au sein de la Fédération de l'Éducation Nationale, Centrale syndicale indépendante ; les autres syndiqués sont inscrits auprès du SGEN. Je passe sous silence le ridicule SNAL, syndicat des aigris de l'Algérie Française, qui réunit une table de bridge par département.

Le SGEN est une section de la CFTC, devenue CFDT. On pouvait s'étonner de voir des enseignants travaillant dans des établissements publics et laïques, c'est-à-dire refusant toute discrimination d'ordre confessionnel, s'inscrire auprès d'un syndicat... qui la pratique. Passons.

Lors des lois antilaïques, le SGEN prend position contre ces lois. N'est-il pas admirable d'apprendre que ces gens affiliés à un syndicat chrétien, alors qu'il existe une Fédération autonome pour les enseignants, s'indignent des atteintes portées à la laïcité ? La CFTC, dont fait partie le SGEN, publie un communiqué marquant sa nette désapprobation de l'attitude du SGEN. Comment la CFTC, et le C à la fin du sigle existe alors, pourrait-elle ne pas être antilaïque ? Cette Centrale syndicale, qui se voulait le syndicat des travailleurs chrétiens n'existe justement que grâce à l'esprit clérical ; puisque cette Centrale désire qu'un travailleur chrétien milite dans un syndicat à part, comment lui faire admettre que l'enfant chrétien doit aller à l'école de tout le monde ?

Comment vouloir que l'école soit laïque, et refuser que le syndicat le soit ?

Ce n'est pas terminé. Les dirigeants de la majorité, les leaders CFTC, ont décidé quelques années plus tard de ... se laïciser, de supprimer la référence au christianisme qui se trouvait dans le nom même de leur organisation.

Suprême hypocrisie ! Ces hommes qui refusent la laïcité pour leurs enfants, qui approuvent les subventions aux écoles catholiques et estiment qu'un enfant chrétien doit être élevé en vase clos, à part, dans un monde chrétien, avec des maîtres chrétiens, un enseignement chrétien, ces hommes-là qui ont condamné la motion en faveur de la laïcité du SGEN, transforment leur Syndicat chrétien en un Syndicat laïque ! Les chefs de ce Syndicat se sont convertis à la laïcité ? Pas du tout ; ils se sont simplement aperçus que la référence au christianisme écartait de leur Centrale syndicale un certain nombre de travailleurs non-communistes, et espèrent, à présent, attirer de nouveaux adhérents. La laïcisation est un trompe-l'oeil ; le Syndicat reste chrétien, mais ayant fait le plein sous l'ancien sigle espère CONQUÉRIR de nouveaux esprits grâce à ce tour de passe-passe : la suppression du C, de la référence au christianisme. Les militants chrétiens n'acceptent de participer à un mouvement laïque que dans la mesure où ils tiennent en mains la plupart des leviers de commande.

Faut-il ajouter que le SGEN continue d'exister ? Or on ne comprend plus pourquoi (à présent que la CFTC est un syndicat laïque) ses adhérents ne rejoignent pas la FEN, qui est autonome et respecte les tendances de ses militants. Eh bien, non ; le SGEN est toujours bien en vie. Pourquoi donc ? Parce qu'il possède une certaine originalité qu'il perdrait au sein de la FEN, vous répondront ses militants. Belle réponse, qui montre en quel mépris les chrétiens dits de gauche tiennent en fait (le plus souvent inconsciemment) le syndicalisme. Si au nom de "l'originalité" chaque famille politique, chaque secte, se séparait de la FEN pour créer un syndicat à part, la FEN se trouverait atomisée. Singuliers militants syndicaux que ceux qui emploient leurs efforts à maintenir une scission au sein du monde des travailleurs, et cela sans aucune raison apparente. Bizarre syndicat que ce SGEN qui se veut original sans préciser en quoi, et refuse de réintégrer une Fédération autonome, c'est-à-dire ne dépendant d'aucune grande Centrale. Mais, parbleu, la grande originalité du SGEN, c'est qu'il fait partie d'une grande Centrale syndicale ; autrefois, c'était au nom du christianisme; mais aujourd'hui, c'est au nom de quoi, puisque la référence au christianisme a disparu ?

Eh bien, c'est toujours au nom du christianisme ; d'une part, on aime se retrouver en famille, et d'autre part, on espère, grâce à la laïcisation de l'étiquette, attirer les croyants mous, les pratiquants tièdes, les indifférents naïfs. Faisons un rêve; imaginons que les situations soient renversées et que le SGEN compte l'immense majorité des enseignants en son sein, que se passerait-il ? Le SGEN continuerait de protester platoniquement contre les atteintes à la laïcité... que sa propre Centrale approuverait; que dis-je, pousserait à commettre.

Actuellement, les enseignants laïques peuvent se plaindre, avec raison, des efforts médiocres accomplis par la FEN en faveur de la laïcité. Que serait-ce si le fer de lance des troupes laïques était dirigé par les leaders du SGEN ?

La CFTC, transformée en CFDT, c'est encore l'offensive cléricale, la conquête et le noyautage de nouveaux travailleurs. Nous étions CFTC, chrétiens, venez. à nous; nous sommes CFDT, laïques, nous sommes vos hommes. Carpe et lapin, le militant CFDT est un excellent agent de propagande du cléricalisme. Le militant chrétien agent du cléricalisme, est celui qui refuse d'être un militant, parmi d'autres militants, à l'intérieur d'une organisation. Il ne conçoit ses rapports avec les non-chrétiens, les laïques, les athées, que comme des rapports de puissance à puissance : je suis chrétien d'abord; par conséquent, si nous avons à peu près les mêmes buts, je n'envisagerai d'action avec vous que si vous acceptez mon christianisme comme un fait politique, me donnant un droit de regard sur tout en fonction de ce qu'en pense ma secte, mon église ; il vous faut d'abord satisfaire à mes exigences de chrétien, c'est-à-dire à celles de ma foi et de mon église ; pour le reste, nous verrons ensuite.

Face à l'offensive cléricale, que font les laïques ? Hélas, pas grand-chose. Les cléricaux ont tant parlé du "sectarisme laïque", ont si souvent répété que le principe de la laïcité de l'Etat était une règle admise par tous, mais qui devait être... "aménagée", ont si fréquemment évoqué Homais, que les laïques, épouvantés à l'idée de passer pour sectaires, rétrogrades, bornés, baissent la voix. En une époque où le cléricalisme envahit et domine le monde politique, l'administration, l'information, les laïques ont quelque gêne à le combattre, montrant en cela moins de courage que les radicaux du XIXe siècle.

Alors que, de nos jours, l'intolérance religieuse montre le bout de l'oreille sous son masque libéral, amis laïques, vous n'osez qu'à peine protester de crainte de blesser vos alliés catholiques de gauche. Quelles sont les limites de ce que les chrétiens de gauche appellent la tolérance, et quel est leur poids auprès de ceux qui sollicitent leurs suffrages et auprès des maîtres de l'information ? Quelques anecdotes connues de tous, mais curieusement passées sous silence, et vite oubliées, permettent d'en donner une idée.

L'Express publiait, voilà quelques années, un placard publicitaire pour le roman de M. Peyrefitte, *Les Clés de Saint-Pierre*. M. Mauriac écrivait alors chaque semaine dans cet

hebdomadaire. M. Mauriac demanda à la direction de *l'Express* de refuser toute publicité pour cet ouvrage ; celle-ci s'inclina.

Anecdote révélatrice, car M. Mauriac, en ce temps-là, se voulait le chantre des catholiques de gauche, car il prétendait incarner l'humanisme chrétien. La tolérance des chrétiens libéraux s'arrête précisément là où l'Église, où la foi, est attaquée. Vous pouvez faire confiance aux démocrates chrétiens, y compris certains chrétiens dits de gauche, s'ils n'interdisent pas la vente de certains livres, c'est tout simplement parce qu'ils n'ont pas les moyens de le faire.

Anecdote révélatrice, car M. Mauriac *n'avait plus à CONQUÉRIR l'Express, il le tenait* : son bloc-notes était suivi par des milliers de lecteurs, et la direction de *l'Express*, qui déjà amorçait son virage à droite, se souciait fort peu de perdre cette clientèle-là.

Anecdote révélatrice, car M. Mauriac, se sentant assez fort pour jouer le rôle de censeur, n'a pas hésité à le prendre. Ce qui n'empêcha pas cet écrivain d'être présenté quelques mois plus tard, par le speaker d'une radio périphérique à peu près en ces termes : incroyants ou croyants, vous imaginerez entendre la voix de la conscience humaine !

Je n'ai pas lu le livre de M. Peyrefitte, et je n'ai aucune estime pour cet écrivain qui plonge ses doigts dans le cancan et les poubelles ; mais j'éprouve beaucoup plus de mépris envers le censeur Mauriac qu'envers le ragoteur Peyrefitte. Quant aux chrétiens de gauche, ils continuèrent, en compagnie de nombreux laïques, d'écouter la voix blanche de ce Torquemada pour petites annonces comme si elle était peut-être vraiment celle de la " conscience humaine ". Censure exceptionnelle ? Relisez, ou lisez, le livre de M. Frédéric Hoffet (Librairie Fischbacher) : *L'Equivoque catholique*. M. Hoffet, rappelons-le, est un croyant, un protestant. Lorsque cet écrivain tenta de faire publier son livre, toutes les maisons d'éditions lui fermèrent la porte au nez. Hoffet rapporte ainsi les réponses de ces éditeurs : " Apportez-moi tout ce que vous voudrez, un roman cochon ou une étude sur les visions du Pape... je signerai le contrat les yeux fermés, mais attaquer l'Église, impossible mon cher ! - Vous avez pourtant publié jadis des ouvrages autrement hardis. - Eh oui, jadis ! Mais nous ne sommes plus jadis. En prenant votre livre nous risquerions de perdre quelques-uns de nos meilleurs auteurs. Et puis, il y a la critique : Vous n'ignorez pas le rôle qu'y jouent les dominicains... On n'est pas libre voyez-vous. "

M. Fischbacher accepta de publier l'ouvrage ; aussitôt les difficultés commencèrent. Sa banque, informée du projet, lui coupa les crédits. Son imprimeur, à peine tirés les premiers mille, détruisit la composition. Les journaux et les agences de publicité pressentis n'apportèrent aucune ardeur à passer des placards publicitaires. Un certain Couderc tenta de détruire ou de conserver les exemplaires destinés aux critiques. Enfin, un beau soir, la vitrine de la Librairie Fischbacher volait en éclats.

Si les militants chrétiens subissaient le quart du dixième de la moitié de ce quesup portent les laïques, ils pousseraient des hurlements de bêtes écorchées, et clameraient partout qu'ils sont brimés.

Voilà quelques années, le *Nouvel Observateur* publiait une interview du dessinateur Siné, interview accompagnée de sarcasmes, bien entendu. Siné est ce dessinateur extrémiste, anticlérical et antimilitariste, dont les dessins laissent rarement indifférent (ils sont généralement ou excellents, ou franchement mauvais).

Pour illustrer les opinions anticléricales et athées de Siné, le journaliste avait reproduit un dessin de celui-ci ; on y voyait une douzaine de prêtres se tordant de rire à la vue d'un noir prosterné devant une idole ; mais d'autres prêtres entourent un grand crucifix, et sont eux-mêmes à genoux. Certains d'entre eux, les yeux clos, les mains jointes, sont en train de prier.

Ce dessin déchaîna la fureur de toute une partie des lecteurs du *Nouvel Observateur*, et, en particulier, la fureur des chrétiens de gauche ; et le journal publia tout un lot de lettres dans les numéros suivants.

Au fond, ce que Siné illustre avec son dessin, et d'une façon percutante, c'était tout simplement ce que ressent un athée devant une cérémonie religieuse. Ce qui, aux yeux des

croyants, revêt un aspect majestueux, sacré, mystique, n'est plus aux yeux de l'incroyant que grimaces, gesticulation, fétichisme.

J'espère que les chrétiens me feront la grâce d'admettre que si dieu n'existe pas, un homme à genoux et tendant la langue pour recevoir l'hostie, par exemple, cela vous a un petit air bouffon. Or, aux yeux d'un athée, dieu n'existant pas, toutes les cérémonies religieuses ont cet air-là ; et il est tout naturel qu'il ne voie, entre la religion catholique et le culte des Zoulous ou des Papous aucune différence de nature.

Si ce dessin avait ridiculisé le stalinisme, ou le dogmatisme communiste, ou le “sectarisme laïque”, ou un tas d'autres choses en “isme”, *le Nouvel Observateur* aurait peut-être reçu quelques lettres de lecteurs mécontents, et l'affaire en serait restée là.

Le Nouvel Observateur reçut une foule de lettres et se plut à en publier quelques-unes. Je ne me souviens pas de tout ce que racontaient tous ces lecteurs courroucés, mais je sais qu'une lettre résumait toutes les autres, et qu'un seul adjectif résumait toute cette lettre : ignoble. Le dessin de Siné était ignoble.

J'ai cherché la signification du mot “ignoble” dans le dictionnaire, et j'ai trouvé : bas., infâme.

Si ce dessin avait été une charge contre n'importe quoi, sauf la religion, la foi, l'église catholique, des lecteurs auraient pu le trouver mauvais, plat, absurde, réactionnaire, ou anarchiste, de mauvais goût, maladroit, stupide, inutilement cruel, que sais-je encore ?...

Mais défense de toucher à la religion. Défense à un athée de faire rire les autres incroyants aux dépens du catholicisme, et *de ne faire rire qu'eux*. On accable les partisans de la laïcité de traits, de pointes, de sous-entendus, d'échos fielleux dans ces journaux de gauche dont la clientèle chrétienne se repaît ; mais les partisans de la laïcité ne sont que des ennemis provisoires que l'on espère bien, un jour, vaincre, convaincre, ou apprivoiser ; par contre, l'athée qui dit férocement son opinion sur les religions, et, quelquefois comme Siné dans un rire énorme, celui-là n'est plus même un ennemi, c'est un hors-la-loi ; il n'est plus à combattre, il est à rejeter. Il est bas, infâme ; il est ignoble enfin.

On a à peine le droit d'être laïque à présent ; on n'a pas celui d'être athée et de l'affirmer, sous peine de se retrancher à jamais de cette gauche étrange où les chrétiens montrent déjà leur force, et parfois leurs dents.

Je suis donc ignoble puisque le dessin de Siné m'a bien fait rire. Roulons-nous quelques pages encore dans notre ignominie.

Dans le journal le Monde du 29 mai 1965, l'éditorial quotidien écrit par M. Viansson-Ponté sur les affaires de politique intérieure, et qui portait ce jour-là sur la tentative Defferre, contenait cette phrase : “On saura dans quelques semaines, dans quelques jours, s'il faut imaginer au contraire, entre les communistes et les gaullistes, deux rassemblements constitués respectivement autour de la SFIO, LAIQUE ET COLLECTIVISTE, et autour d'un centrisme TOLERANT ET LIBERAL ” (C'est moi qui souligne). C'est tout.

Le Monde est un quotidien honnête, bien fait, remarquablement informé.

C'est le meilleur quotidien français, peut-être le meilleur quotidien du monde.

Malheureusement, dès que laïques et antilaïques s'affrontent ou risquent de s'affronter, *le Monde* redevient ce qu'il est : un journal rédigé presque uniquement par des catholiques - libéraux, éclairés - mais des catholiques qui ne dédaignent pas un certain militantisme. Leur sympathie pour les milieux démocrates-chrétiens est peu connue par nombre de ses lecteurs, d'abord parce que *le Monde* sait envelopper son cléricisme d'une modération qui donne l'illusion de l'impartialité ; ensuite parce que quelques laïques connus (Escarpit, Duverger, etc.) y collaborent ; enfin parce que bien des lecteurs croient, sans même y songer, qu'un quotidien honnête ne peut être que laïque. Eh parbleu, *le Monde* est honnête, généralement,... sauf lorsqu'il s'agit de la laïcité.

Je me souviendrai toujours de ce professeur agrégé de philosophie qui, au cours d'une séance de travail du Conseil d'Administration d'une Amicale Laïque, déclarait : “ Pourquoi ne pas publier des séries d'articles en faveur de la laïcité dans des journaux qui lui sont favorables ; dans *le Monde*, par exemple ? ” Quel a dû être son étonnement lorsque, quelque temps après, le Rédacteur en chef du journal *le Monde*, M. Fauvet, prit la plume pour approuver les lois antilaïques. En réponse à une lettre écrite à la suite de son article, M. Fauvet me dit qu'il était d'autant moins gêné pour approuver les lois antilaïques que son journal avait toujours réclamé l'augmentation du budget de l'Éducation Nationale, et qu'il approuvait ces lois, car, père de jeunes gens, son expérience personnelle lui avait appris combien il était difficile de placer, à Paris, des enfants dans un Lycée.

Cette réponse poujadiste peut étonner de la part du Rédacteur en Chef du meilleur quotidien français : on ne voit pas très bien, si le principe de ces lois est condamnable, pourquoi M. Fauvet ne serait pas gêné de les approuver sous prétexte que son journal a toujours été partisan d'une augmentation des crédits attribués à l'Éducation Nationale (le rapport entre ces deux attitudes permet à M. Fauvet de se sentir la conscience claire ; mais ce rapport n'est pas clair du tout) ; M. Fauvet devrait savoir mieux que personne que les sommes octroyées aux écoles privées contribuent ment moins à créer des structures d'accueil pour les nouveaux élèves, que les mêmes sommes versées à l'Enseignement Public. Sans compter que, les écoles confessionnelles accueillant surtout des enfants de la bourgeoisie, priver l'Enseignement Public de ces sommes-là, c'est finalement empêcher que le fils d'un ouvrier soit convenablement instruit dans un Lycée.

Est-il étonnant ensuite de voir l'un des principaux rédacteurs de ce journal opposer “ laïcité ” et “ tolérance ” ? Et ce Centre TOLÉRANT et libéral dont il parle, tenez-vous bien, c'est le MRP ; ce mouvement dont les dirigeants reconnaissent, au moment de la tentative Defferre, que “ même s'ils acceptaient un ARMISTICE sur la question scolaire, ils ne seraient pas suivis ” (*L'Express* du 5 juillet 1965).

En somme, pour Viansson-Ponté, être tolérant, c'est subventionner l'Église catholique, ses écoles ; elle intolérant c'est être laïque !

Faut-il ajouter que l'exemple que j'ai donné n'est pas unique ? Les rédacteurs et reporters de ce journal venant en majorité des milieux démocrates-chrétiens, cela donne de temps en temps une allure ridicule à tel article sur le Tour de France, où l'on peut lire : “ Ce match Poulidor-Gimondi devient donc le match de la religion contre la sorcellerie ” (! ?) Le journaliste en rajoute le lendemain : “ Les médailles et la foi ont ainsi battu la baguette du radiesthésiste¹ ” Tel reportage, écrit par une dame, avec application, entre vêpres et matines, sur l'Enseignement en Russie tourne, en fait, comme un rébus autour d'un mirliton, autour des problèmes suivants : l'enseignement donné en Russie combat-il l'instruction religieuse, et les élèves ont-ils ou non la foi ? Ou encore, P. H. Simon (*le Monde* du 14 avril 1965) analyse gravement le livre d'un Révérend Père se demandant si, quelque jour, un savant ne bâtira pas “ une théorie incorporant des êtres de nature spirituelle et libre dans la machine de l'univers ”, c'est-à-dire ne confiera pas “ aux anges le contrôle des forces cosmiques ”, dit P. H. Simon, qui ajoute, à notre grand soulagement, “ je n'aime pas beaucoup, je l'avoue, cette façon de raisonner ”. Le principe d'Archimède transformé en caprice Saint-Perlimpinpin, et la loi de Joule en folie Saint-Martin ? Cher Pierre-Henri Simon, parlez-nous donc de l'obscurantisme dans les cercles intellectuels chrétiens.

Aucune lettre de protestation ne fut publiée par *le Monde* après la parution de l'article de M. Viansson-Ponté. Ce journal en a-t-il seulement reçu ? La plupart des gens sont tellement habitués à lire l'épithète “ sectaire ” accolée au mot “ laïque ”, que M. Viansson-Ponté peut

¹ Il s'agit là d'humour.

opposer l'adjectif "laïque" à l'adjectif "tolérant" sans courir le risque de créer des remous parmi ses lecteurs : un long travail de propagande a préparé les esprits.

Car il existe un "truc" utilisé par les journalistes démocrates-chrétiens (ou favorables à l'unité avec les démocrates-chrétiens). Mais avant d'en parler, définissons d'abord brièvement ce qu'est la laïcité : il y a des portes ouvertes qui méritent d'être enfoncées.

Être laïque, c'est d'abord vouloir une totale séparation de l'Église et de l'État ; c'est refuser d'accorder une place privilégiée à une Église, une secte, une religion au sein du pays ; c'est vouloir donner un même enseignement neutre à chaque enfant, et accueillir tous les élèves, quelles que soient leurs races et leurs religions, ensemble, mêlés dans les mêmes établissements. Enfin, pour celui qui est membre d'une société laïque, c'est refuser de créer des distinctions entre les membres de cette société selon leur religion ; le but de cette société, de ce groupement, seul importe.

Être laïque, en un mot, c'est refuser de retrancher de votre univers social ceux qui n'ont pas les mêmes croyances religieuses que vous ; c'est additionner toutes les volontés, toutes les intelligences, sans tenir compte de la religion des hommes qui font route avec vous. Être laïque, c'est donc refuser toute ségrégation religieuse, tout ghetto religieux.

Le "truc" consiste actuellement à présenter les partisans de la laïcité comme une secte parmi les autres ; on dira : les catholiques, les protestants, les juifs, les musulmans, les laïques, etc.... Or les laïques peuvent appartenir à toutes les Églises, et la laïcité ne peut donc être mise sur le même plan que les différentes sectes religieuses. Être laïque, ce n'est pas posséder la foi en un quelconque système religieux, c'est, nous l'avons dit, refuser de distinguer entre les hommes selon leur religion dans les domaines de l'enseignement, de la politique, de l'administration, etc., qui sont du ressort de tous les hommes, de la société tout entière.

En fait, on procède en trois temps :

Dans un premier temps, on rappelle l'époque combattante de la laïcité, où être laïque signifiait lutte contre l'obscurantisme, combat contre l'emprise de l'Église. On fait du laïque un mystique : " La laïcité au moment où elle fonde la République et lui donne sa force, *n'est pas une tolérance*, c'est un combat pour le règne de la Raison et l'avènement des Lumières que le dix-huitième siècle avait annoncées (*l'Express* du 5 juillet 1965). Ce mystique, à présent poussiéreux et démodé, a accompli son combat pour l'école du peuple, pour enseigner la République, et contre l'Église catholique réactionnaire.

Suffert coupe d'ailleurs notre laïque en deux morceaux, c'est plus commode :

" Il y aura donc perpétuellement deux définitions de la laïcité : l'une entachée d'esprit mystique, fondamentalement inacceptable pour le catholicisme. C'est contre elle qu'il mènera une guerre *défensive* (!!). L'autre faite d'esprit de tolérance, de respect de toutes les opinions, qui apparaîtra progressivement au lendemain la guerre 1914-1918. "

Mais, habilement il en recolle les deux moitiés :

" En fait, les deux idées sont utilisées simultanément. "

Cela permet de vous traiter de sectaire et de mystique lorsque vous faites face à la menace cléricale, et de laïque tolérant et éclairé quand vous battez en retraite.

Déjà, selon votre attitude, ou votre lâcheté, on vous classera parmi les retardataires du XIXe siècle ou dans l'avant-garde libérale du progrès. C'est ce raisonnement-là qui permet de parler de la laïcité comme d'un problème dépassé : l'école du peuple étant fondée, la République admise par à peu près tout le monde, et l'Église n'étant plus, disent les chrétiens, une force obscurantiste, réactionnaire, les laïques ont terminé leur combat ; ceux qui continuent la lutte ont un demi-siècle de retard. Naïvement, je croyais que la laïcité, comme la démocratie, la justice, et bien d'autres grands principes réclamait un effort, parfois un combat, de tous les instants, et que toute menace cléricale ne peut être contrée que par la lutte.

L'Église assiégée, appauvrie, humiliée de Suffert me semble un tableau stupéfiant en cette année 1966.

En un deuxième temps, je l'ai dit, on parle des catholiques et des laïques comme s'il s'agissait de deux sectes rivales. Remarquons que les laïques prennent là la place que devraient occuper les athées, qui sont carrément rejetés comme des êtres probablement répugnants, incomplets, "ignobles" enfin.

Puis, troisième temps, les membres de *la secte laïque* refusent tout compromis, toute discussion, avec *la secte catholique* qui, elle, n'y est pas hostile : par conséquent, les laïques sont sectaires.

Un exemple, entre cent, pris dans *le Nouvel Observateur* du 14 juillet 1965 : "Quant à la laïcité, elle demeure un facteur essentiel dans la vie de la Ligue (de l'Enseignement). UNE LAÏCITÉ SOUVENT SECTAIRE : les contacts entre organisations confessionnelles et associations laïques sont souvent difficiles, pour ne pas dire impossibles. Entamer le dialogue avec les chrétiens, par exemple, ce serait ouvrir une brèche : la Ligue veut l'éviter."

Alors que les mouvements laïques ont été créés précisément pour abolir cette division des jeunes et des citoyens en classes religieuses ; alors que la laïcité s'emploie à détruire cette ségrégation basée sur la religion, on s'étonne de les voir refuser le dialogue avec des organisations confessionnelles.

Mais le dialogue entre croyants des diverses Églises se tient à *l'intérieur* des mouvements laïques, et *pas sur la religion*, mais sur les problèmes ou les activités qui ont déterminé la création de ces mouvements. Que des organisations confessionnelles, dont le but serait d'organiser des rencontres entre croyants de diverses obédiences, et athées également, existent ; parfait ! C'est là l'affaire des croyants, qui peuvent, par ailleurs, être membres de n'importe quelle organisation laïque. Les laïques, eux, ne sont pas une Église et n'ont pas à s'occuper de cela. Mais que l'on prétende mettre sur pied des tables rondes entre les onze membres de l'équipe de football des jeunes catholiques de Trifouilly et tel mouvement de jeunesse laïque ; ce serait donner une caution inattendue à ces gens qui organisent *dans toutes les activités, dans tous les domaines, la séparation des jeunes gens en sectes rivales, en fonction de la distinction "religieux" ou "non-religieux"*.

La laïcité, les cléricaux la réclamant., mais au niveau des organisations, des mouvements ; en bons impérialistes, ils ne conçoivent leurs rapports avec les autres hommes, les autres organisations, que comme des rapports de puissance à puissance.

Mais enfin, en trois temps, ils ont exécuté leur tour de passe-passe : le laïque est devenu un mystique, membre d'une Église, et qui se montre sectaire.

Au lendemain des élections présidentielles de 1965, on peut hésiter entre l'UNR et les démocrates-chrétiens, leurs amis, leurs alliés, pour décerner le premier prix de mauvaise foi.

Avant le premier tour, Jean-Jacques Servan-Schreiber - sûr de lui, persuadé que la gauche n'existe plus, et que seules les masses chrétiennes peuvent la tirer de son ornière et regonfler ses effectifs - déclare que Mitterrand va à l'abattoir, et toute la Gauche avec lui ; que les vieux partis progressistes vont se couvrir de ridicule, et que François Mitterrand, qui se présente carrément comme le candidat de la Gauche (l'erreur à ne pas commettre), obtiendra 20% des voix, 24% au mieux. Les HLM du seizième arrondissement retentissent encore des sanglots qu'y poussait ce Cassandre. Les amis de Mitterrand, ses plus chaleureux supporters, Mitterrand lui-même, espèrent approcher les 30%. 28%, songent-ils, nous combleraient. Arrive le premier tour, et Mitterrand obtient la voix d'un votant sur trois.

Parfait, me direz-vous, Servan-Schreiber et ses amis, tous les ardents partisans de l'union avec le Centre font amende honorable et reconnaissent loyalement avoir sous-estimé l'influence de la Gauche, quand elle dit son nom et offre des choix clairs, et l'attrait que représente pour le public l'unité d'action, l'union des partis progressistes, *même quand cette union est fragile, incertaine, aléatoire.*

Pas du tout.

Au second tour, M. Mitterrand obtient 45% des suffrages, appuyé, il est vrai, par l'extrême-droite. Mais il ne faut pas oublier que, d'une part, 16 à 19% des électeurs de Tixier-Vignancour ont tout de même voté pour de Gaulle (ce qui limite l'apport des voix fascistes à environ 4% des votants), et que d'autre part les électeurs de Lecanuet ont reporté leurs voix sur M. Mitterrand dans une proportion inattendue : 39 à 47% (*Nouvel Observateur* du 22-12-65 ; *l'Express* du 20-12-65), malgré le soutien communiste au leader de la Gauche.

Une fois encore, on peut croire que les amis et alliés de Defferre, les démocrates-chrétiens, les chrétiens de gauche favorables au regroupement avec le Centre, vont reconnaître que l'anticommunisme a perdu sa force de dissuasion, qu'une union de la Gauche est possible, qu'une majorité axée à gauche, avec un leader venant du Centre-Gauche, peut être conquise dans les mois à venir.

C'est mal connaître nos stratégies des marécages centristes.

En un premier temps, on fait la moue devant les résultats obtenus par le candidat de la Gauche au premier tour : on parle de “ succès personnel ” pour M. Mitterrand (*Combat* du 22-12-65, M. Fabiani) ; la Gauche, dit-on, n'a “ réuni que 7 600 000 voix ”, les 3 millions de voix supplémentaires au second tour seraient les voix de la “ haine du gaullisme ” (et, chose curieuse, M. Fabiani, pourtant grand apôtre du Centrisme, feint de ne pas distinguer entre les voix de Tixier et de M. Lecanuet), on rappelle que radicaux, socialistes et communistes avaient totalisé aux élections législatives de... 1946, 58,70% des voix, 53,8% en 1956, et 39,91% en 1962. On omet d'ailleurs de rappeler qu'une partie des radicaux avait pris position pour M. Lecanuet. On compare les résultats des élections législatives de 1962 à ceux des élections présidentielles de 1965, afin de conclure que “ le succès considérable du candidat de la Gauche ” (*le Monde* du 7 décembre 1965) est finalement une défaite. Bref, simple “ succès personnel ” pour M. Mitterrand, qui de Rastignac devient le nouveau “ Dents-Blanches ”. On va le répéter à satiété : “ La Gauche française aux élections de 1962 avait réuni 39,91% des suffrages en ordre dispersé. Le même pourcentage aurait dû donner à M. Mitterrand 9 500 000 voix. Il n'en a obtenu que 7 600 000 ” (*Combat* du 29-12-65, J. de M.). Peu importe ce qu'on pensait avant le scrutin et la surprise avec laquelle on a lu les résultats (de *l'Aurore* au *Monde*, les journalistes soulignent, le 6 décembre 1965 à quel point le pourcentage obtenu par M. Mitterrand était inattendu) ; on se ressaisit vite, et l'on se garde bien d'analyser sérieusement le scrutin. Alors que depuis dix-huit ans *tous les partis, sans exception*, cherchent à créer dans le pays des réflexes anticommunistes, récusent toute unité d'action, au moins sur le plan national, avec le PC ; alors que Mitterrand se présentait contre de Gaulle lui-même, et non pas contre un quelconque député UNR ; alors que cette candidature de dernière minute du leader de la Gauche était faite dans l'équivoque, l'incertitude, que les partis qui le soutenaient se montraient toujours désunis, peu susceptibles encore de proposer un véritable contrat de gouvernement ; alors que M. Mitterrand n'hésitait pas à se déclarer le candidat de la Gauche, de toute la Gauche sans exclusive, et à le répéter sous l'oeil tantôt courroucé, tantôt étonné des partisans de la Fédération Centriste qui, levant les bras au ciel, s'exclamaient : “ La Gauche ? C'est ridicule, ça n'existe plus, c'est démodé. Mitterrand va essuyer un échec complet, lamentable. ” Bref, en dépit de tout cela, le candidat de la Gauche récolte plus de 32% des voix, puis 45%. Alors à Mitterrand, promu nouvel Hercule, on reproche de ne pas avoir réussi l'impossible, afin de pouvoir pleurer son échec, et diminuer le succès de sa tentative.

Perdant toute mesure et toute rigueur, on ira même jusqu'à dire ou laisser entendre que la Fédération de Defferre aurait pu battre de Gaulle ; et que, n'ayant pas été élu, M. Mitterrand a échoué : “ S'il était possible d'ouvrir, dès décembre 1965, la succession du gaullisme, c'était par la constitution d'une force politique républicaine et démocratique groupant tous les électeurs désireux de voir le gouvernement de la France devenir celui des Français eux-mêmes. S'imaginer que la Gauche pouvait à elle seule s'emparer de la succession était une illusion ”

(*Combat* du 29-12-65, J. de M.). Bien différente aurait été l'équation électorale si le principal représentant de l'opposition avait réuni le centre à la gauche non-communiste en une formation qui aurait pu rassembler au premier tour un nombre de suffrages plus important que la clientèle du PC. Peut-être le général de Gaulle aurait-il pu être battu au second tour ” (*L'Express* du 20 décembre 1965). “ La preuve est faite. La campagne électorale avait pris un tel tour, grâce au talent et à l'intelligence des candidats, que le général de Gaulle pouvait être battu. Il ne l'a pas été. Inutile de se réjouir du nombre important des suffrages recueillis par M. Mitterrand le 19 décembre : l'opposition a été battue le 19 décembre, malgré les grandes qualités personnelles de son candidat ” (*L'Express* du 20-12-65).

Honnête, *le Monde*, malgré la sympathie que la plupart de ses rédacteurs éprouvaient pour la tentative Defferre, ne déguise pas la vérité : “ Personne ne pensait sérieusement, en dehors des faux naïfs de l'extrême-droite, battre le général de Gaulle ” (*le Monde* du 21-12-1965, J. Fauvet).

Enfin, nos Centristes expliquent que la Gauche ne peut pas obtenir la majorité en France, et vont jusqu'à se contredire, dans le même article, en l'espace de quelques lignes : afin de minimiser le succès de Mitterrand, Fabiani (*Combat*) rappelle les pourcentages obtenus par la Gauche en 1946 (58,70%) et en 1956 (53,8%) ; mais, dix lignes plus loin, pour remettre en selle l'entreprise centriste, il dit: “ C'était en vérité une entreprise hasardeuse de vouloir battre le gaullisme par la seule masse des voix de gauche ” (*Combat* du 22-12-65).

Dernière phase de cette propagande en faveur du rassemblement Centre-Socialistes, on nous affirme qu'aucune majorité n'est possible avec les communistes, car ceux-ci font fuir un certain nombre d'électeurs :

“ Non, il n'y a pas de majorité type “Front Populaire ”... C'est à un autre regroupement qu'il faut tendre ” (Henry Frenay, Tribune dans *le Monde* du 26-12-65) ; “ Il n'apparaît pas en effet, malgré les invites pressantes du parti communiste, que la France soit prête pour un nouveau Front Populaire ” (Fabiani, *Combat* du 29-12-65) ; “ L'entrée des communistes dans cette gauche présumée unie a eu les résultats prévus par M. Gaston Defferre” (*Combat* du 29-12-65, J. de M.) ; “ A tort, peut-être, il existe dans ce pays plus de 50% de citoyens qui ne sont pas prêts à donner leurs votes à un candidat soutenu par les communistes ” (G. Vedel, *le Monde* du 31-12-65). *L'Express* du 20-12-65 tire un véritable feu d'artifice : “ Il existe des lois en politique. L'une de ces lois, dans l'état actuel de l'esprit public en France du moins est qu'un candidat ne peut être élu s'il apparaît à une partie du corps électoral, à tort ou à raison, comme représentant du Parti Communiste. M. Mitterrand s'est défendu, à bon droit, d'être le candidat du PC. Il n'a pas convaincu un assez grand nombre d'électeurs. On ne s'insurge pas devant un fait ” (J.. Ferniot).

Et voilà ; après avoir lu la prose des enthousiastes du Centrisme, même M. Benedetti, à la télévision, semble posséder un regard d'une exceptionnelle franchise.

Voilà à quelles acrobaties en sont réduits les chantres du Parti Gris. Dans cette course aux affirmations gratuites, aux mensonges calculés, aux conclusions étonnantes, c'est un journaliste de *Combat* qui décroche la timbale : d'une part, il déclare que le Front Populaire est une solution vieillotte, périmée : “M. Guy Mollet ne doit guère se faire d'illusions sur les chances d'un nouveau Front Populaire dans la France de 1965.” D'autre part, à bout d'arguments, désireux d'effrayer les socialistes et de les couper des communistes, il agite l'épouvantail du bon vieux coup de Prague, qui n'a guère plus de 17 à 18 ans, et mériterait d'être fêté chaque année par tous les banquiers et industriels de France, tant il leur a été utile : “ Les Français répugnent à une “ union ” du genre de celle qui fut réalisée à Prague en février 1948, et auparavant dans les démocraties populaires, où il n'y a plus ni socialistes, ni radicaux ” (J. de M., *Combat* du 30-12-65).

Résumer tout cela en peu de lignes est facile : 1) On minimise le succès remporté par M. Mitterrand. 2) On déclare que la Gauche ne peut obtenir une majorité dans le pays. 3) On

estime que si la Gauche se séparait du parti communiste et s'alliait au Centre, elle pourrait s'emparer du pouvoir.

Le seul ennui est que les élections présidentielles ont prouvé exactement le contraire de ce que l'on avance ; aussi, pour démontrer les points 2) et 3) truque-t-on le résultat du premier tour, qui était clair pourtant.

M. Mitterrand obtient moins de voix que les partis de Gauche aux élections législatives ? Mais, outre que radicaux étiquetés à gauche sont en fait situés à droite et ont fait campagne pour M. Lecanuet, chacun sait que de Gaulle, lorsqu'il met son poids dans la balance, rafle une partie des suffrages qui vont habituellement à gauche. 10,5% des électeurs de gauche sont décidés à voter pour de Gaulle le 2 décembre (sondage de l'IFOP, *Nouvel Observateur* du 8-12-65), et 18% ne se prononcent pas ; et de Gaulle récoltera encore des voix parmi eux. Les ouvriers communistes semblent d'ailleurs résister plus mal que les paysans radicaux ou socialistes de la Creuse ou de la Haute-Garonne. Ces communistes, ont-ils voté contre Mitterrand par crainte de l'unité d'action avec les socialistes ? Par crainte de voir plumer la volaille communiste ??? C'est à ce genre de conclusions absurdes que les beaux raisonnements des Centristes et de leurs amis devraient aboutir.

On emploie les mots “ loi ”, “ preuve ”, “ fait ” à tort et à travers ; on nie avec force l'évidence ; on affirme plusieurs fois d'une façon tranchante ce qu'on aimerait faire croire. Plus l'affirmation est douteuse, carrément inexacte parfois, plus la phrase est énergique, le ton assuré.

Tant de véhémence ne trompe guère pourtant, la vérité est ailleurs. La vérité est que la gauche non-communiste ne peut s'emparer du pouvoir qu'en s'alliant soit au PC, soit à la droite modérée et cléricale.

Ce n'est pas l'alliance avec le PC qui repousserait les électeurs ; ce sont plus simplement ces hommes qui repoussent toute alliance avec le PC.

M. Defferre est un de ces hommes-là ; le plus influent sans doute, presque leur chef. Membre d'un parti qui, théoriquement, reconnaît l'existence de la lutte des classes, il a également signé, auprès du Centre National d'Action Laïque, un engagement qu'il n'a renié que deux ou trois fois. Que dit-il au lendemain des élections présidentielles ?

“ Certains hommes politiques estiment que cette élection était une bataille de la droite contre la gauche, et que la droite l'a emporté avec le général de Gaulle. Je crois que tant que l'on se contentera de poser le problème de cette façon on ne pourra pas le résoudre, et *on risque alors non seulement de couper le pays en deux*, mais de laisser la majorité à la droite... ” (*le Monde* du 21 décembre 1965).

En somme, ce que veut M. Defferre, c'est l'unité du pays autour d'un parti apolitique, autour du chef de ce parti; M. Defferre, par exemple. On pourrait baptiser ce parti URN (Union pour la République Nouvelle), et pour éviter de couper le pays en deux classes sociales hostiles, créer, pourquoi pas ? l'association Capital- Travail.

La seule ombre au tableau, c'est que l'homme qui disait “ oui ” le 28 septembre 1958 fera bien pâle figure après celui qui disait “ non ” le 18 juin 1940 ; et les salariés finiront encore par mal voter.

Mais enfin, pourquoi cette hargne de la part de ces augures aveugles, de ces voyants bornés ? C'est que l'unité de la Gauche tout entière est apparue possible ; c'est qu'un nouveau Front Populaire, Regroupement Progressiste, Cartel des Gauches, qu'importe le nom, peut s'organiser dans les semaines, les mois à venir ; c'est qu'il est prouvé, à présent, qu'une majorité de gauche peut être conquise dans le pays.

Les modérés, les centristes, cléricaux et conservateurs (quoique éclairés, dit-on) voient leur échapper l'aubaine qui s'offrait à eux : la destruction définitive de la Gauche, et les leviers du pouvoir pour toujours, ou presque, entre leurs mains. Mais nos socialistes ?

Eh bien, ces socialistes-là n'étaient plus à gauche, ne sont plus à gauche. Leur rêve ? Gérer la boutique France, après un bon petit ravalement de façade. Defferre *ne veut pas* de la Gauche au pouvoir ; s'il refuse d'ouvrir les yeux et de reconnaître que le scrutin du 5 décembre offre de nouveaux horizons (ô mot funeste), c'est parce qu'il se sent très à l'aise au centre - le centre de M. Lecanuet, c'est-à-dire à droite. S'empêtrant dans ses analyses dont il ne changera pas un iota contre vents et marées, Defferre préfère nier l'évidence, et garder l'espoir que la gauche non-communiste, un jour, s'alliera à la droite. Il s'identifie déjà à cette dernière, et, persistant à clamer que la Gauche ne peut prendre le pouvoir qu'au prix d'un suicide, apporte une aide précieuse aux apôtres du Parti Gris. Dans son combat contre Mollet, il réussit même à se montrer encore plus pisse-froid que la vieille sorcière de la SFIO. Brouillon et confus dans ses propos et ses analyses, têtu et déçu, il réclamera la convocation d'un Congrès extraordinaire que lui refusera le Comité Directeur de la SFIO. Il partira alors en guerre contre Mollet : C'est plus facile, bien sûr, que de s'attaquer à ce qu'il désapprouve et qui a la faveur de la Gauche : La création de la Fédération de Gauche, le soutien apporté à Mitterrand et le bout de chemin accompli avec les communistes, la rupture avec Lecanuet enfin. A propos de la première offensive menée contre Mollet, R. Barillon (*le Monde* du 24-12-65) écrit: "Même si telle n'était pas leur volonté, la conjoncture politique donnait à l'entreprise de M. Gaston Defferre et de ses amis un caractère "centriste" pour ne pas dire "droitier". " Aux Mureaux, Defferre prend la parole le 29-12-65, et prononce un discours nègre-blanc, déclarant que M. Lecanuet a pris une tout autre orientation que la Fédération qu'il avait envisagé de créer avec le MRP ; mais parlant des prochaines élections législatives, il ajoute : " Connaîtrons-nous une simplification plus large ? Quelles structures pourraient revêtir les ententes ? Celles d'une Fédération plus large ou d'une Confédération ? On ne peut donner de réponse ce soir, mais c'est la question qui devra être résolue dans les prochains mois."

De quoi peut-il bien s'agir ? Parbleu, le fait que M. Lecanuet ait dérivé de plus en plus à droite, *en l'espace de quelques semaines*, n'arrête pas un seul instant M. Defferre ; il s'en soucie bien, lui, de la gauche et de la droite. Ses analyses n'ont jamais servi qu'à justifier ce qu'il voulait faire, et non à le guider dans son action. R. Barillon lui reproche de ne pas avoir parlé clairement (*le Monde* du 31-12-65) ; il n'en a pas encore l'audace : "La question est de savoir quelle politique et quelles orientations seraient substituées à celles que propose actuellement le Secrétaire Général de la SFIO. A cet égard, il faut convenir que les analyses du maire de Marseille ne font pas la lumière... Pour tout dire, on voit mal aujourd'hui quelles sont les chances et quel est l'attrait du combat de M. Defferre qui se borne à poser le dilemme " Fédération plus large ou Confédération " sans dire quelle est sa préférence et sans indiquer de recette... M. Defferre s'attriste à juste titre de la désunion des forces de gauche... Il proclame une fois de plus la nécessité de séparer les conservateurs des hommes de progrès. Le tout est de savoir si l'on y parviendra en mettant sur pied des regroupements plus ou moins larges, plus ou moins cohérents, plus ou moins temporaires, ou en élaborant un programme précis dont la signification éclaterait au seul vu des objectifs désignés et des moyens à mettre en oeuvre pour y atteindre."

Condamnation nette de l'attitude de M. Defferre ; mais cette condamnation aurait dû être prononcée par les hommes de Gauche bien avant les élections présidentielles, bien avant l'échec, des pourparlers avec M. Lecanuet. Il a fallu que la laïcité fasse barrage à cette coalition incohérente et que les élections de décembre servent de révélateur pour que les yeux s'ouvrent (mais pourquoi étaient-ils clos?), pour que l'on redécouvre l'Amérique.

Imaginons un instant notre Parti Gris au pouvoir, une fois de Gaulle disparu. Que se passerait-il ?

On sait bien que dans une coalition, c'est toujours l'aile modérée qui impose son programme, sous peine de faire voler en éclats le rassemblement. Imagine-t-on, lorsqu'on sait quels hommes Defferre acceptait dans sa Fédération, ce qu'aurait pu être la politique de l'aile modérée de ce

regroupement ? Le point moyen étant le MRP, au mieux, c'est la politique d'un Lecanuet qui triomphait; au pire, c'était celle d'un Indépendant un peu à droite de M. Pinay.

A dire vrai, la Grande Fédération aurait été prisonnière de son aile droite. Les socialistes enfermés dans cette Fédération n'étant plus à la charnière de la vie politique, n'ayant plus les moyens de renverser la vapeur, et de s'allier avec des partis situés à leur gauche, ne pouvant plus reculer de crainte de détruire cette Fédération laborieusement construite, n'auraient fait qu'apporter la caution de leurs noms à une politique réactionnaire.

Nous connaissons déjà ce genre de prouesse : une politique réactionnaire cautionnée par des socialistes qui participent à un gouvernement soutenu par la droite. Ces alliances opportunistes qui ont détruit la Gauche et la quatrième République, on veut les figer en des structures qui peut-être assureraient la stabilité, mais à coup sûr donneraient le pouvoir à la droite pour très, très longtemps.

Et quels militants se retrouveraient au sein de cette Fédération ? Seuls les militants chrétiens sont capables de rester nombreux dans un parti clérical tenant le pouvoir, et utilisant un vocabulaire de gauche pour masquer une politique de droite ; cette Fédération se viderait en quelques années de la plupart de ses naïfs de gauche.

Prisonnière de son aile droite, la Fédération le serait bien davantage encore de son corps électoral. Pour ne pas faire fuir la partie réactionnaire et cléricale de son électorat, celle apportée en présent par le MRP et les modérés, même la gauche de la Fédération glisserait à droite ; les socialistes croient toujours pouvoir conserver leurs électeurs de gauche, tout en évitant de paraître trop progressistes afin de mordre sur la clientèle modérée. Que deviendraient ces malheureux élus lorsqu'il s'agirait de ne pas heurter les électeurs de M. Lecanuet ?

La Grande Fédération de M. Defferre, c'est le Parti Gris où le bourgeois et le prêtre dissimulent leur impérialisme, leur conservatisme, leur cléricalisme derrière l'alléchante façade socialiste. On veut brasser ensemble progressistes et conservateurs, laïques et cléricaux, alors on feint de croire que les divergences d'intérêt entre classes sociales n'existent plus ; que dans ce pays, où la majorité des fonctionnaires ne gagnent pas le loyer d'un trois-pièces à Paris, nous vivons dans une société d'abondance; que l'Église ne cherche pas à reconquérir son influence sur l'État, et ne demeure pas le meilleur soutien de l'ordre bourgeois. Est-ce un hasard si les hommes de droite sont tous, presque sans exception, antilaïques ? Est-ce un hasard si l'Est et l'Ouest de la France, profondément soumis à l'influence de l'Église, comptent le plus grand nombre de suffrages réactionnaires ?

Le Parti Gris au pouvoir, ce serait le triomphe du cléricalisme, de l'État-Providence pour l'Église et ses écoles. Et je pose la question à toute la Gauche, y compris à ces étonnants chrétiens de gauche qui seraient rejetés du Parti Gris parce que trop à gauche ; ne croyez-vous pas que favoriser les écoles confessionnelles, l'enseignement confessionnel, et finalement la censure catholique, la ségrégation religieuse, serait une entrave au progrès de la Gauche et à sa continuité ? “ Cette masse catholique, dit Yvon Le Vaillant dans le *Nouvel Observateur* du 17-11-65, est davantage travaillée par l'attente et prête à accueillir l'incarnation de l'homme-miracle, l'homme-sauveur, l'homme-providence. Et puis elle a une longue habitude de confort dans l'ordre établi, dans le pouvoir, surtout lorsque ce pouvoir est celui d'une certaine droite conservatrice... Et a fortiori lorsque le possesseur de ce pouvoir leur apparaît parfois... assis sur un trône, près des autels. ”

Si vous voulez conserver et multiplier cette masse d'électeurs tels qu'ils sont, alors vive le Parti Gris ! Vive l'école confessionnelle ! Que l'État la protège, l'entretienne, la chérisse !

Mais si vous croyez que le travail de la Gauche est d'informer, d'éclairer, de confronter, de remplacer l'attente imbécile du Sauveur par le choix des idées ; alors, vivent la laïcité et les écoles publiques² !

Troquer la laïcité à la droite en échange de ces électeurs-là tels qu'ils sont, ce n'est assurément pas le travail de la Gauche. Mais tâcher de les conquérir en les forçant à la réflexion, en leur donnant tous les éléments pour un choix clair; voilà le travail de la Gauche³.

Enfin comment oser parler de justice, d'information libre, de démocratie, sans militer d'abord pour la laïcité ? Si la Gauche n'est plus capable de se battre pour de grands principes, alors qu'est-ce que la Gauche?

Et puis, débarrassons-nous d'une équivoque : la laïcité n'étant pas une secte, une Église, un dogme, il est absurde de se proclamer, ou de laisser entendre, qu'on est *assez* laïque, *plutôt* laïque, *modérément* laïque; on est laïque ou on ne l'est pas. On n'est pas plutôt républicain parce qu'on désapprouvait Battista, trop cruel, alors qu'on applaudit à Franco, tyran devenu modéré ; on est républicain ou on ne l'est pas. Il en va de même pour la laïcité. Et à partir de quelles sommes versées aux écoles confessionnelles, et de quel nombre de prêtres par Établissement Public, un laïque modéré se retrouve-t-il modérément clérical dans son approbation au gouvernement ?

Continuons notre rêve. Le Parti Gris tient le pouvoir. Imaginons que le public soit las, au bout de quelques années, de ce parti chèvre-chou, de son immobilisme stable. Quelle alternative s'offre à lui ? Le PC ? Pas question pour lui, tout seul, d'obtenir une majorité à la Chambre. Alors, la partie sera facile à jouer pour quelque démagogue fasciste, pour le leader de l'extrême-droite.

L'alternance au pouvoir d'une droite modérée et d'une gauche modérée permet le fonctionnement du régime parlementaire. Avec le Parti Gris, la, fin de la Gauche non-communiste, l'électeur non communiste ne pourrait guère choisir qu'entre la Fédération Defferre et l'extrême-droite.

Nous devons le Sauveur de Gaulle au Centrisme opportuniste et tactique de M. Mollet ; quel Tixier-Vignancour, quel Poujade, le Centrisme figé, structuré, de M. Defferre amènerait-il à la tête du pays ?

M. Defferre semble avoir échoué, son entreprise a subi un coup d'arrêt, certes, mais ne nous y trompons pas, elle renaîtra. La tentation du pouvoir immédiat a toujours amené certains leaders de gauche à trahir.

L'union de la Gauche est malaisée ? L'unité d'action avec les communistes peu commode ? Le programme laborieux à établir ? Les électeurs de gauche devenus gaullistes et les travailleurs chrétiens difficiles à gagner ?

Qui le nie ? Il est moins commode de changer que de gérer ; choisir d'être à gauche, ce n'est pas choisir la facilité et le confort.

D'autres que moi parleront, des moyens à mettre en oeuvre pour que la Gauche réussisse dans son entreprise ; mais on sait déjà qu'il faudra la débarrasser de ses sorcières, Mollet et Defferre, même s'ils s'opposent actuellement l'un à l'autre; qu'il faut défendre la laïcité, car elle est une des grandes options de la Gauche, et lorsqu'on jette la laïcité par-dessus bord, le reste suit vite le même chemin ; qu'il faut créer le rassemblement de la Gauche, de la Gauche laïque tout

² La majorité des électeurs de De Gaulle ont d'abord confiance en sa personne, alors que la majorité des électeurs de Mitterrand approuvent d'abord ses idées (Sondage IFOP. *Le Monde* du 1-1-1966).

Voilà exactement ce qui sépare la Droite de la Gauche.

³ A Paris, pas un quotidien, pas un hebdomadaire, n'est à la fois favorable à la laïcité et au regroupement de toute la Gauche. (je ne parle pas, bien sûr, des publications des partis de gauche). En province, très peu de journaux se veulent à gauche

entière derrière un leader du Centre-Gauche capable de fermeté, et M. Mitterrand, au moment où j'écris ces lignes, semble être l'homme de la situation.

Faut-il ajouter que, après sept années de gaullisme, le programme modérément à gauche de M. Mitterrand semble révolutionnaire ? Donner, par exemple, un peu de liberté à l'ORTF est probablement plus important que d'apporter une solution immédiate à certains problèmes économiques et sociaux ; car débattre ces problèmes en public, c'est déjà les résoudre à moitié.

Et rappeler que la laïcité est une des grandes options de la Gauche me paraît même insuffisant ; je suis tenté de dire que la laïcité, *c'est* la Gauche, et que tout compromis qui diminue, rogne, étouffe le principe laïque est un coup terrible porté à la Gauche. La recherche de l'efficacité et de la justice exige la libre discussion, une confrontation permanente des idées, l'éducation du sens critique et du jugement ; et la laïcité, c'est tout cela. Alors que la Droite ne peut s'appuyer que sur des préjugés, les intérêts de certains groupes sociaux, et des mystiques, la Gauche doit détruire toute ségrégation fondée sur la sottise, la cupidité, la race ou la religion.

Comptez-vous, chers amis progressistes, sur la bienveillante neutralité de l'Église qui, en France même, a interdit le dialogue entre Jeunes Étudiants Chrétiens et communistes, pour réaliser votre programme ? Croyez-vous que si, demain, vos alliés chrétiens se trouvaient pris entre la fidélité à un programme de gauche, et l'augmentation des subventions accordées aux écoles religieuses, ils choisiraient la fidélité à la Gauche plutôt qu'à leur Église ? Faibles, noyés dans une masse laïque résolue, ils s'inclineraient ; forts, nombreux, tenant en mains une partie des leviers de commande, ils feraient connaître le prix de leur alliance aux militants laïques.

Derrière le geste de M. Mollet cédant tout, à Alger, sous les tomates, et derrière la résignation des hommes de gauche prêts à sacrifier la laïcité pour obtenir l'alliance des militants chrétiens, je découvre la même lâcheté, le même manque de confiance dans les doctrines que ces hommes prétendent défendre ou incarner.

C'est ce manque de confiance qui a transformé la Gauche française en un vieillard hémiplégique, timoré et ombrageux. A notre époque, si plus personne n'ose se dire de droite, personne non plus n'ose parler le langage de la gauche. On se défie des jeunes, on a peur d'éduquer politiquement les foules, de tenir des discours hardis ; on préfère s'enfermer à l'intérieur de son organisation politique, parmi des compagnons et des adversaires de toujours avec lesquels on vieillit doucement en utilisant l'argot du parti. Et lorsqu'on veut sortir de cet état de prostration, on ne découvre que l'alliance avec la bourgeoisie et les cléricaux.

Alors que je termine ce livre, j'apprends que M. Bourges vient d'interdire le film "La Religieuse". Monseigneur Feltin aurait obtenu de l'Élysée cette condamnation. Et les journalistes de s'indigner ! Mais sachant que l'union du trône et de l'autel est dans "la nature des choses" et aboutit tout naturellement à la censure, comment être surpris ? Les forces politiques qui s'appuient sur l'Église cèdent finalement toujours aux cléricaux les plus bornés et les plus virulents. Combattez-vous le cléricalisme insidieux ? On vous accuse de sectarisme. Le cléricalisme se montre-t-il sous son jour le plus odieux ? Les chrétiens de gauche font chorus avec vous, comme si cette interdiction, par exemple, n'était pas un symptôme mais un fait isolé ne s'inscrivant pas dans un certain contexte. Au fond, nos chrétiens sont furieux, pas tant de la censure que de la bévue commise par la Hiérarchie : Tartuffe a ôté son masque.

Le Père Oraison déclare : " C'est un scandale d'avoir interdit ce film... il n'est absolument pas *une attaque contre la foi* chrétienne et contre le principe de la vie religieuse. C'est, à mon avis, une erreur foncière de l'interdire qui peut faire *plus de mal* que le film lui-même. "

Ces étranges propos révèlent ce que la fraction libérale de l'Église entend par liberté d'expression ; et le Père Oraison me semble simplement plus dangereux et plus habile que Monseigneur Feltin.

Lévi-Strauss raconte dans *Tristes tropiques* " qu'à cette époque (1941) il y avait encore au fond de tout fonctionnaire brésilien un anarchiste sommeillant, tenu vivant par ces bribes de Voltaire et d'Anatole France qui, même au fond de la brousse, restaient en suspension dans la culture

nationale. “Ah, Monsieur, vous êtes français ! Ah ! La France ! Anatole ! Anatole ! ” s'écriait bouleversé en me serrant dans ses bras un vieillard d'une bourgade de l'intérieur, et qui jamais encore, n'avait rencontré un de mes compatriotes. ”

Imagine-t-on la même scène, le même inconnu étranger tremblotant d'émotion et sanglotant sur le gilet de l'auteur; en s'écriant : “ Ah, Dupanloup ! Dupanloup ! ”?...

Et vous voulez me faire croire qu'il nous faut encourager le métallo de Pont-à-Mousson et le paysan vendéen à rester dans leur crasse cléricale ? Et vous venez m'affirmer que ces grandes idées auxquelles un Voltaire, un France, ont fait parcourir le monde sont dévaluées dans notre pays, et qu'il est plus difficile d'entraîner derrière nous le métallo de l'Est et le paysan de l'Ouest, que de faire vibrer un Sud-Américain en lui lisant “Candide ” ? Quel mépris des prolétaires français, et finalement des prolétaires tout court, quelle méfiance des idées progressistes se dissimulent derrière votre désir d'union avec les Cléricaux du centre ! Est-ce parce que notre Général-Président fait, en politique intérieure, quatre pas en arrière que la Gauche française doit reculer de trois pas seulement pour se croire à la pointe du progrès ? Vous voulez l'alliance avec les cléricaux et la paix avec l'Église ? Mais l'Église ne connaît que les barrières derrière lesquelles l'État la contient ; détruisez ces barrières, et elle s'engouffrera par toutes les brèches.

Pour retrouver sa force, conquérir des électeurs, la Gauche ne doit point passer à droite, mais redevenir ce qu'elle était en matière politique, économique, sociale : l'instituteur du peuple. Un instituteur laïque, bien sûr.